

Avis voté en plénière du 14 décembre 2011

## LE RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE

### Groupe de la mutualité

Tout d'abord, une remarque générale : la notation de la France fait chaque jour la une des médias ainsi que celle des autres pays européens. Nos travaux, eux, s'inscrivent dans une démarche autre que celle de la notation financière. Aux dérèglements sociaux, économiques et environnementaux constatés, ils proposent des solutions dans le droit fil des valeurs de notre République. Si nous voulons que cet exercice ne soit pas purement de style, le groupe de la mutualité propose qu'à l'avenir, nous fassions coïncider la présentation de notre rapport annuel sur l'état de la France avec les débats sur le projet de loi de finance.

Sur le fond, l'avis qui nous est présenté mentionne un certain nombre de pistes d'actions que le groupe de la mutualité partage : renforcer les systèmes de solidarités collectives, réformer notre politique fiscale, développer des modes de consommation durables...

En cette période de crise, si des efforts sont nécessaires, ils doivent être équitablement partagés et s'inscrire dans une démarche de solidarité. Nous ne devons jamais oublier que tout le monde n'est pas touché de la même manière par la crise. Ce sont les familles aux revenus faibles et les classes moyennes qui paient le plus lourd tribut.

Une autre politique des prélèvements obligatoires est sûrement nécessaire. Le fait que nous soyons en crise nous oblige à renforcer nos mécanismes sociaux et non à les fragiliser comme c'est souvent le cas. L'avis souligne que l'absence de couverture complémentaire est un facteur important du renoncement aux soins. Les personnes sans couverture complémentaire renoncent deux fois plus que les autres aux soins dentaires, à l'achat de lunettes, et autres soins moins bien couverts par le régime obligatoire. Lorsque l'on alourdit les taxes de plus d'un milliard d'euros pour accéder au système de soins, on accentue les inégalités sanitaires et, du même coup, on accentue les effets néfastes de la crise.

Même s'il n'est pas dans le meilleur *tempo*, le groupe de la mutualité a voté cet avis car aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement d'apaiser les angoisses, mais de proposer des mesures concrètes, afin que notre politique sociale et environnementale soit tournée vers plus de justice sociale et vers un nouveau modèle de croissance. C'est la lecture que le groupe de la mutualité a fait de cet avis.